

# *M*oniteur *micro-économique*

---

**Troisième trimestre de 2000**

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie  
Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à  
[http://strategis.ic.gc.ca/sc\\_ecnmy/mera/frndoc/04.html](http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html)

APME - MEPA

## Table des matières

<i>Aperçu</i> .....	A
<i>Scène canadienne</i>	
Activité économique réelle .....	B
Revenus .....	C
Mouvements des prix .....	D
Situation du marché du travail .....	E
Variables financières .....	F
Finances publiques .....	G
Compétitivité .....	H
Comptes internationaux .....	I
Aperçu de la situation des secteurs .....	J

**Aperçu**

## ***L'économie continue sa forte croissance...***

Au troisième trimestre, la production a progressé plus que prévu (4,8 %, taux annuel), de sorte que l'économie est en bonne voie d'atteindre un taux de croissance tout juste inférieur à 5 % pour l'ensemble de l'année.

- L'augmentation des dépenses de consommation, la vigueur des investissements des entreprises et la reprise dans le secteur du logement ont donné un élan à la demande intérieure.
- Même si les exportations ont reculé dans la foulée du ralentissement de l'économie américaine, la hausse des prix des exportations énergétiques a maintenu élevée la valeur de l'excédent commercial. Le Canada est donc bien placé pour enregistrer, en 2000, le plus important excédent au compte courant de son histoire.

## ***...mais il y a une ombre au tableau***

Les importants gains enregistrés au chapitre de l'emploi au quatrième trimestre laissent présager une forte croissance soutenue de la demande intérieure. Néanmoins, des tensions émergentes semblent indiquer un certain risque de fléchissement de l'économie canadienne à court terme.

La croissance a surtout eu lieu durant les deux premiers mois du troisième trimestre, l'activité faisant une pause en septembre. L'avance de la production est attribuable, en partie, à une importante accumulation des stocks, de sorte qu'il est possible que la production diminue si les entreprises décident de réduire leurs stocks. Enfin, les possibilités de croissance vigoureuse des exportations sont limitées, puisque le ralentissement de l'économie américaine se produit plus rapidement et avec plus d'ampleur que prévu.



**Scène canadienne**

***Activité économique réelle***

## ***Au troisième trimestre, l'économie continue de progresser vigoureusement...***

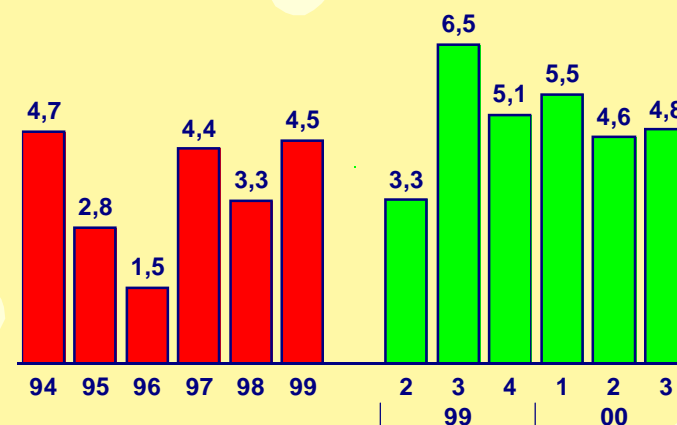
Au troisième trimestre de 2000, le PIB réel a augmenté de 4,8 % (taux annuel), maintenant ainsi sa vitesse de croisière des deux dernières années. Cette 21<sup>e</sup> hausse d'affilée de la production s'inscrit dans la plus longue série de gains trimestriels enregistrés depuis les années 60.

- Toutefois, selon les données mensuelles, la croissance a eu lieu en juillet et en août puisque la production est restée la même en septembre.

Pour les trois premiers trimestres de 2000, la production est en hausse de 5,2 % comparativement à celle de l'année dernière. Selon les prévisions consensuelles, la croissance devrait s'établir à 4,8 % pour toute l'année 2000.

### **Croissance du PIB réel**

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

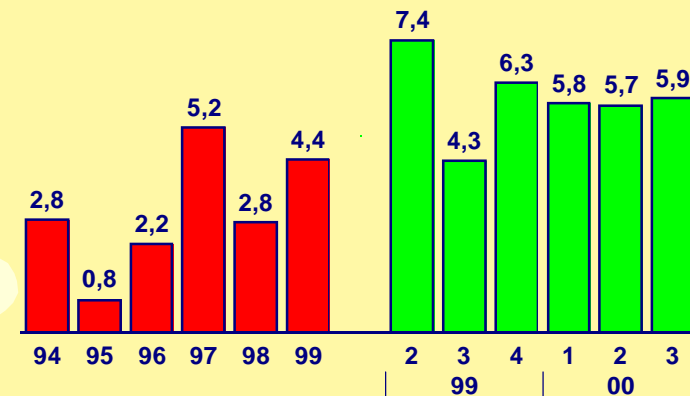
***...sous l'impulsion d'une solide demande intérieure...***

**Au troisième trimestre, la demande intérieure finale a solidement progressé (+5,9 %, taux annuel).**

- La demande a profité de la hausse des dépenses de consommation, du redressement observé dans le secteur du logement et de la vigueur soutenue des investissements des entreprises.

### **Demande intérieure finale**

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

## **...à la faveur de la hausse des dépenses de consommation...**

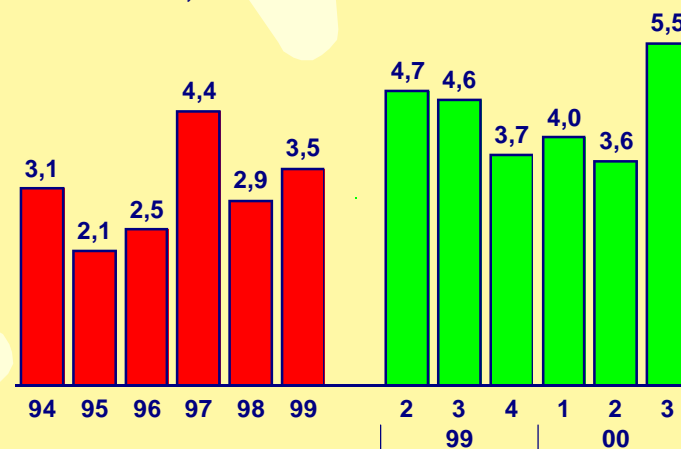
Au troisième trimestre, les dépenses de consommation ont vivement alimenté la croissance de la production, affichant le plus haut taux de croissance en plus de deux ans.

- Les dépenses ont augmenté dans toutes les grandes catégories, mais ce sont les achats de biens durables qui ont enregistré la plus forte croissance, soit 16,3 % (taux annuel), les ventes de véhicules automobiles étant stimulées par les généreuses promotions des fabricants.

Les gains enregistrés récemment, au chapitre du revenu personnel, ont fait progresser les dépenses des ménages.

### **Croissance des dépenses de consommation réelles**

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada



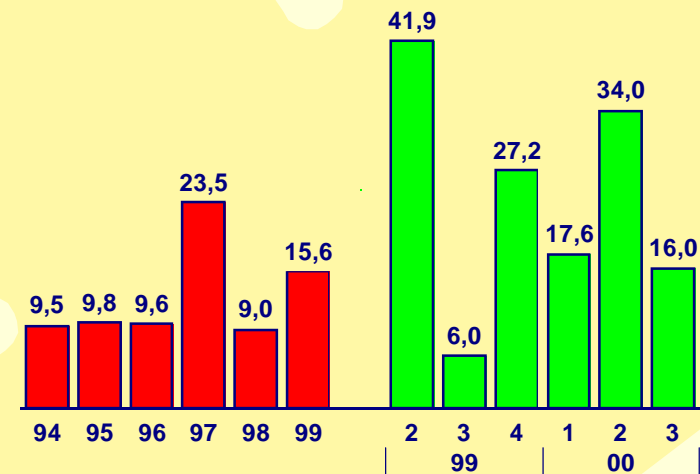
## **...des investissements importants des entreprises...**

Au troisième trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont conservé leur grande vigueur, augmentant de 16,0 % (taux annuel).

- La hausse du troisième trimestre a surtout été le fait des achats d'équipement de télécommunication, même si les achats d'automobiles, de meubles, d'ordinateurs et d'autre matériel de bureau se sont également accrus.
- Une décélération attendue de la croissance et des perspectives de bénéfices moins intéressantes pourraient, à l'avenir, freiner les investissements des entreprises.

### **Investissements réels dans les machines et le matériel**

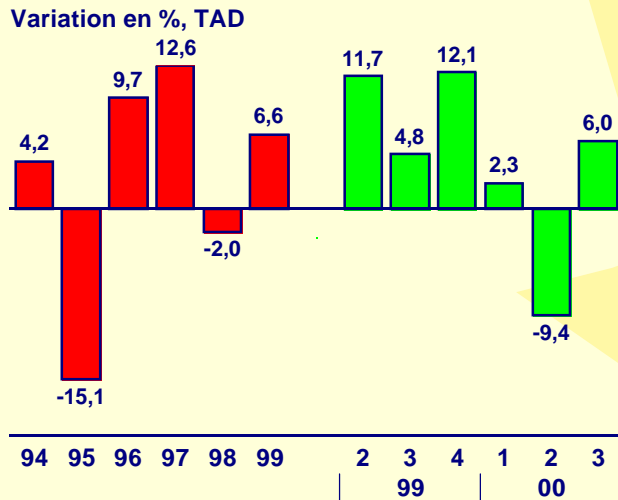
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

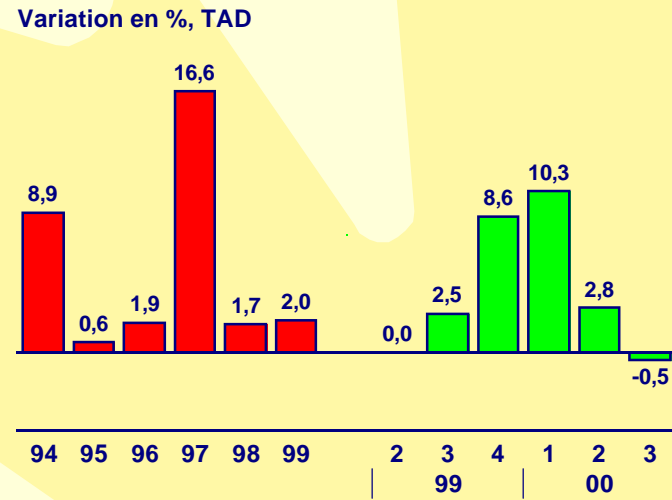
## ...et de la reprise observée dans le secteur du logement

### Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

### Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

L'industrie de la construction résidentielle s'est remise en partie de la baisse du trimestre précédent, faisant des progrès sur tous les fronts : nouvelles constructions, rénovations et ventes de logements existants.

Dans la construction non résidentielle, l'activité a fléchi à la suite d'une importante décélération de la croissance au trimestre précédent. La situation de la construction non résidentielle n'a pas beaucoup changé depuis la période précédente, et les activités d'exploration dans le secteur pétrolier et gazier ont été ralenties par le mauvais temps et les pénuries de matériel et de personnel.

## **La croissance des exportations stagne au troisième trimestre...**

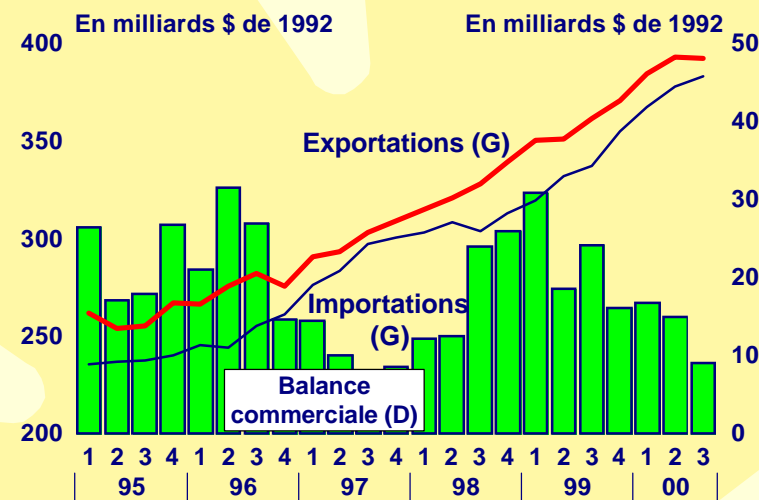
Au troisième trimestre, les exportations réelles de biens et de services ont légèrement diminué, soit de 0,5 % (taux annuel). Il s'agit de la première baisse trimestrielle en quatre ans.

- Cela s'explique par un affaiblissement de la demande aux États-Unis. Les exportations ont été freinées par la diminution des expéditions de produits automobiles et de produits énergétiques. De plus, la croissance des exportations de M&M a ralenti.

Au troisième trimestre, les importations ont progressé de 5,9 %, soit la plus faible hausse en deux ans.

L'excédent commercial réel du Canada s'est replié pour se situer à 17,9 milliards de dollars au troisième trimestre.

### **Exportations et importations réelles de biens et de services**



Source : Statistique Canada

## ***...tandis que l'accumulation des stocks donne un élan à la production***

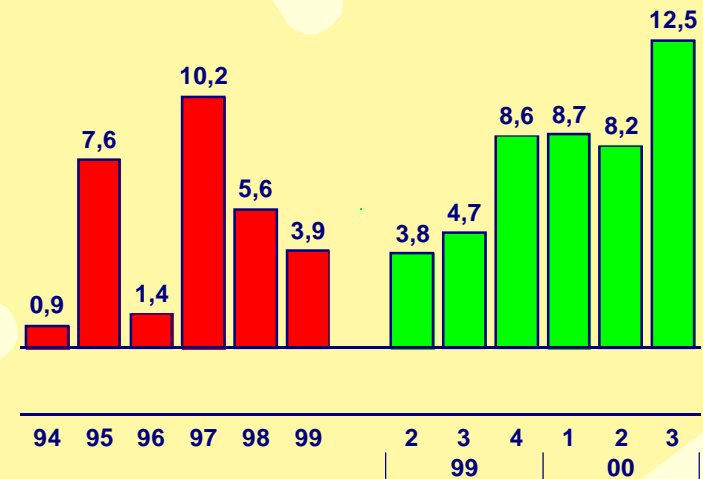
Les investissements des entreprises dans les stocks non agricoles se sont élevés à 12,5 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 4,3 milliards par rapport au trimestre précédent.

- Cette hausse représente 40 % de l'augmentation globale de la production.

Les stocks pourraient diminuer, surtout dans le secteur manufacturier où l'accumulation est la plus marquée et où le ratio stocks-chiffre d'affaires est en progression.

### **Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles**

En milliards \$ de 1992, TAD



Source : Statistique Canada



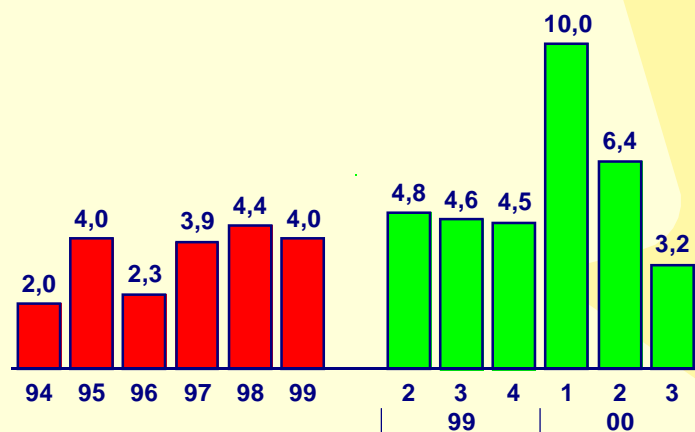
**Scène canadienne**

*Revenus*

## La croissance des revenus ralentit...

### Croissance du revenu des particuliers

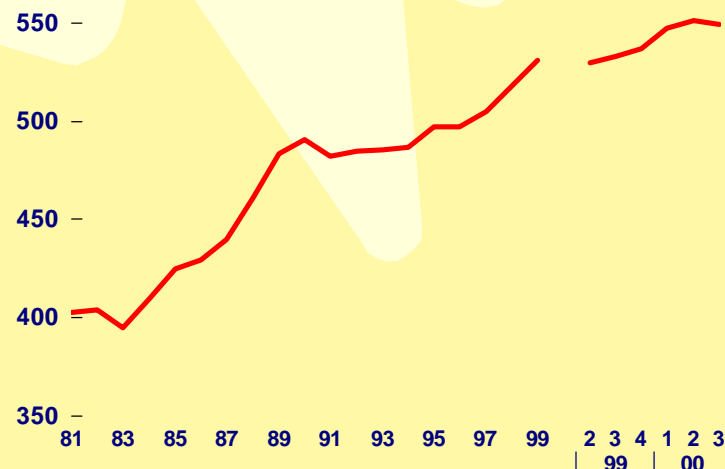
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

### Revenu disponible réel des particuliers\*

En milliards \$ de 1992, TAD



\* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

**Au troisième trimestre, la croissance du revenu personnel a ralenti pour s'établir à un taux annuel de 3,2 %. Au premier semestre, des facteurs inhabituels ont sensiblement fait augmenter les revenus, notamment les paiements versés par le gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale.**

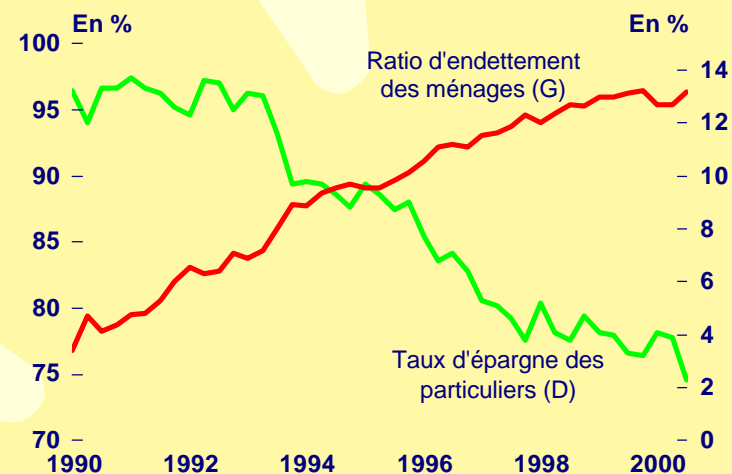
**Le revenu disponible a progressé plus lentement que le revenu personnel (1,4 %) puisque la croissance des transferts aux gouvernements a été supérieure à la croissance des revenus durant le trimestre. Après correction pour l'inflation, le revenu personnel disponible a perdu 1,5 %, soit la première baisse trimestrielle en quatre ans.**

## **...ce qui affaiblit la situation financière des ménages**

**Malgré la forte hausse des revenus et l'amélioration de la situation financière des ménages au premier semestre, le ralentissement de la croissance des revenus, conjugué aux importantes dépenses de consommation, a renversé la tendance au troisième trimestre.**

**Au troisième trimestre, le taux d'épargne des particuliers a fléchi pour se situer à un niveau plancher de tous les temps (2,3 %), tandis que le ratio d'endettement des ménages a atteint le niveau presque record de 96,3 %.**

### **Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers**

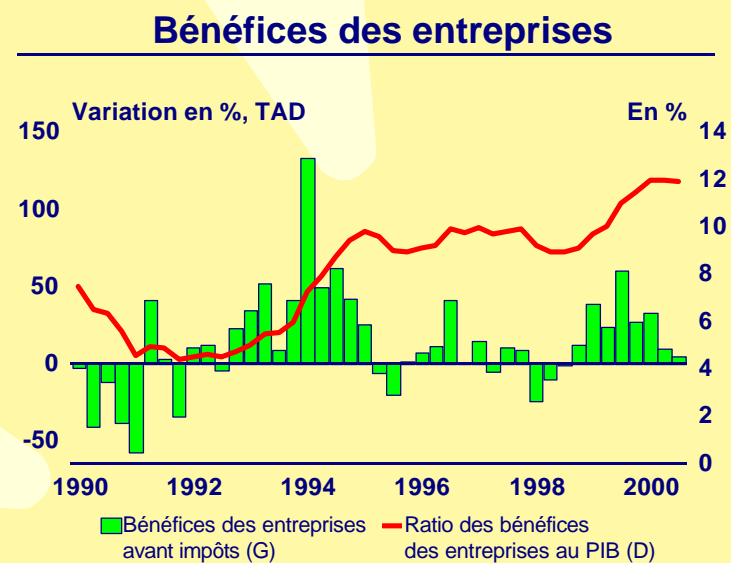


Source : Statistique Canada

## Les entreprises voient leurs bénéfices s'amenuiser

Au troisième trimestre de 2000, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 4,2 % (taux annuel).

Après avoir progressé de 24 % pour l'ensemble de 1999, les bénéfices ont affiché une croissance beaucoup plus lente au milieu de l'année.



Source : Statistique Canada





**Scène canadienne**

*Mouvements des prix*

## ***L'inflation s'établit à 2,8 % en octobre...***

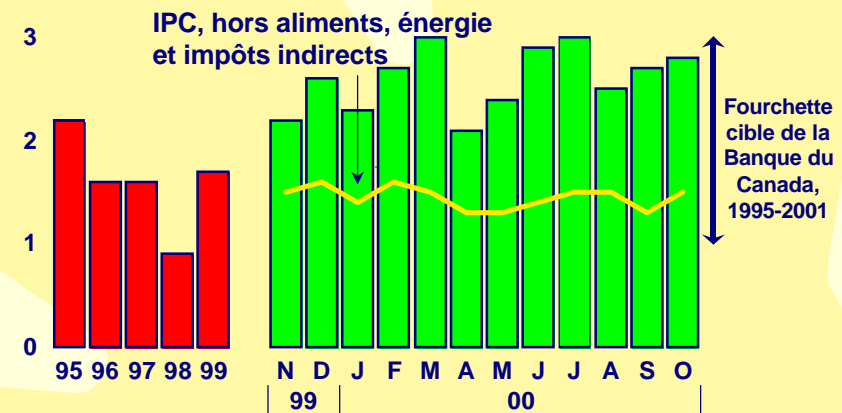
Après s'être repliée pour se fixer à 2,5 % en août, l'inflation est passée à 2,8 % en octobre.

Le renchérissement de l'énergie est responsable d'environ la moitié de la hausse du niveau général des prix, en glissement annuel, de cette année.

- Néanmoins, ces hausses ne se sont pas répercutées sur les autres secteurs de l'économie. Le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes volatiles que sont les aliments et l'énergie ainsi que l'incidence des impôts indirects, s'est établi à 1,5 % en octobre, soit dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

### **Indice des prix à la consommation**

Variation en % d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

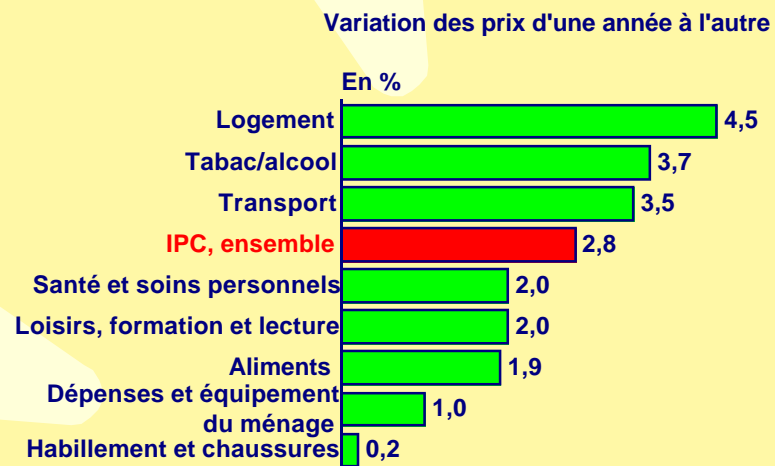
## **...et les prix de l'énergie restent élevés...**

La hausse des coûts du logement est un facteur important de la montée de l'inflation en raison de la flambée des prix du gaz naturel et du mazout. L'augmentation des frais d'intérêts hypothécaires a également joué un rôle dans cette progression.

La hausse des coûts du transport est attribuable aux prix de l'essence, qui se sont emballés. Par contre, les prix des véhicules automobiles ont fléchi en raison des promotions alléchantes offertes par les concessionnaires dans le but de réduire leurs stocks.

La baisse des prix du matériel informatique ainsi que des dépenses liées aux soins des enfants a fait fléchir l'inflation en octobre.

### **Composantes de l'IPC : octobre 2000**



Source : Statistique Canada

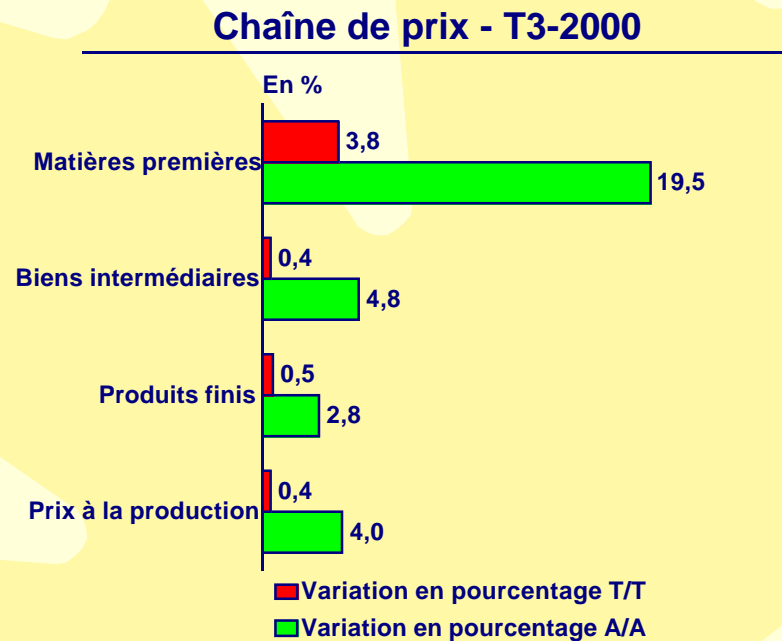
## **...ce qui continue d'exercer une pression à la hausse sur les prix dans l'industrie**

Les prix à la production — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — étaient supérieurs de 4,0 % au troisième trimestre.

- Près de la moitié de cette augmentation est attribuable à la flambée des prix des produits du pétrole et du charbon. Les prix du papier et des produits de papier ont grimpé, tandis que l'affaiblissement de la demande américaine a fait reculer les prix du bois-d'oeuvre.
- La dépréciation du dollar canadien a fait monter le prix intérieur des principaux produits de base exportés, habituellement libellés en dollars américains. L'augmentation de 2,4 % des prix à la production des véhicules automobiles était en grande partie imputable à la baisse du taux de change.

Au troisième trimestre de 2000, les prix des matières premières étaient supérieurs de 19,5 % à ce qu'ils étaient il y a un an.

- Les prix élevés des combustibles minéraux sont intervenus pour environ les trois quarts de cette hausse.



Source : Statistique Canada



**Scène canadienne**

***Situation du marché du travail***

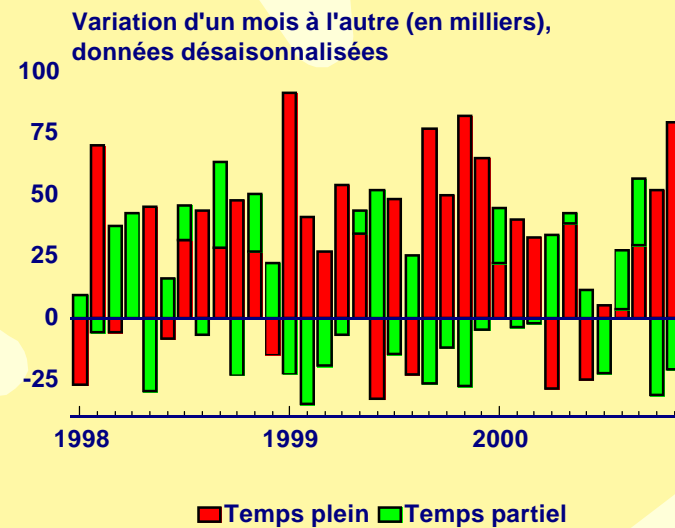
## Après un été léthargique, la croissance de l'emploi se redresse...

La croissance de l'emploi a repris après avoir fait une pause en juin et en juillet. Durant les onze premiers mois de 2000, 288 000 emplois ont été créés, la plupart étant des emplois à temps plein.

- Ce rythme de croissance, bien que solide, n'est pas aussi vigoureux que celui de l'an dernier, où l'économie avait généré 427 000 nouveaux emplois nets.

Fait contrastant beaucoup avec la tendance générale, on compte 149 000 travailleurs autonomes de moins depuis le début de l'année, alors que leur nombre avait fortement progressé durant les années 90.

### Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

**...à la faveur surtout des gains réalisés en Ontario...**

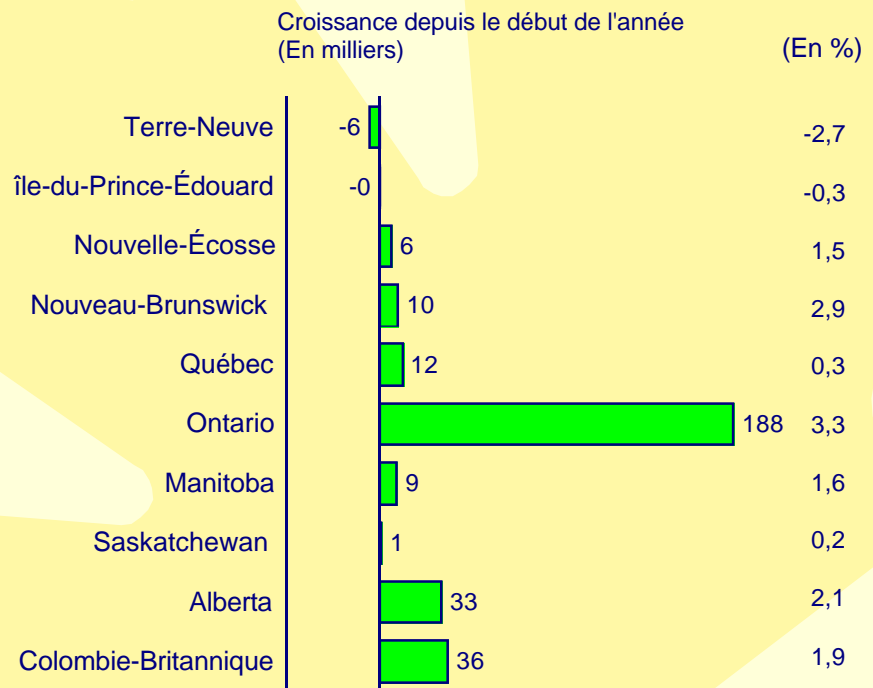
Depuis le début de l'année, l'Ontario est intervenue pour près des deux tiers de tous les emplois créés au pays.

- Cette province a également le plus fort taux de croissance en pourcentage.

Seules Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard ont subi une baisse de l'emploi, depuis le début de l'année.

- Dans les deux cas, les pertes d'emplois font suite à des gains très importants en 1999.

**Croissance de l'emploi par province  
(De janvier à novembre 2000)**



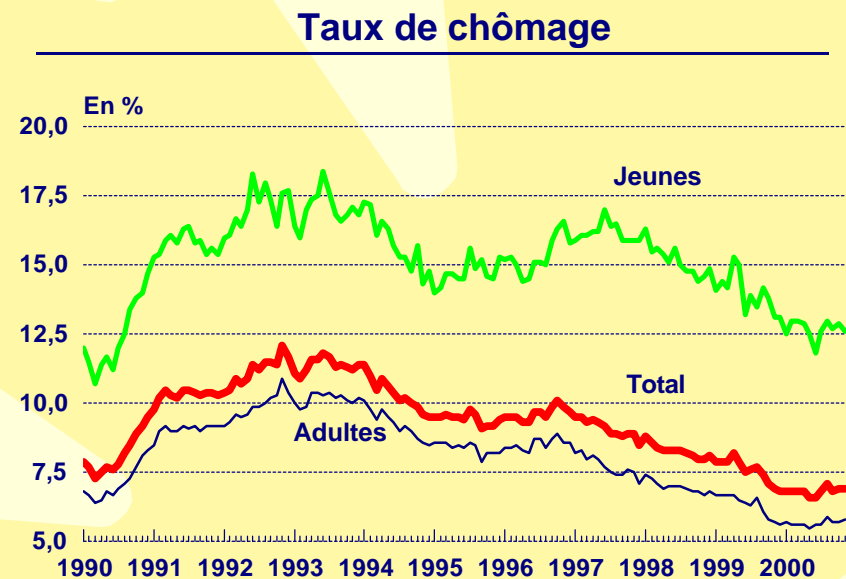
Source : Statistique Canada

**...mais le nombre de nouvelles personnes à la recherche d'un travail fait monter le taux de chômage**

Le taux de chômage au Canada a été ramené au niveau plancher des 24 dernières années (6,6 %) en mai et en juin, mais il est, par la suite, passé à 6,9 % en octobre et en novembre.

La croissance de la population active étant supérieure à celle de l'emploi, le taux de chômage a augmenté.

Chez les adultes, le taux de chômage s'est établi à 5,8 % en novembre, par rapport à 5,6 % à la fin de 1999. Chez les jeunes, le taux de chômage était de 12,6 % en novembre, en baisse de 0,5 point de pourcentage pour la même période.



Source : Statistique Canada



## Les taux de chômage sont plus faibles dans les Prairies

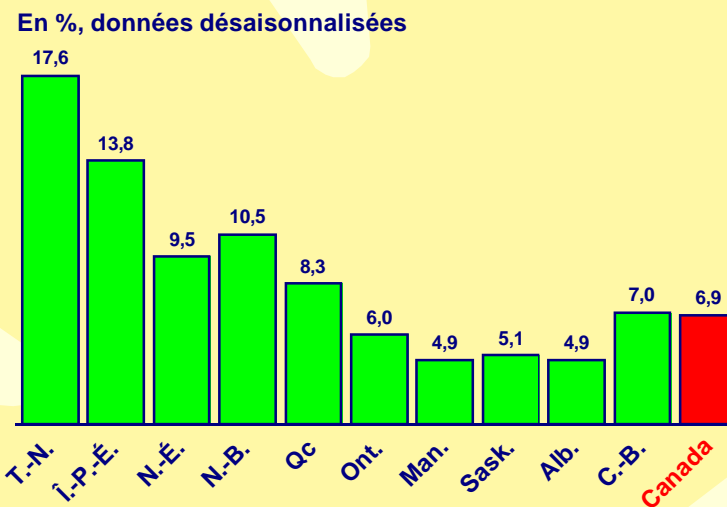
Le Manitoba et l'Alberta ont tous les deux affiché le plus faible taux de chômage provincial en novembre (4,9 %).

Depuis le début de l'année, les taux de chômage sont en baisse en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique.

La hausse la plus marquée s'est produite à Terre-Neuve, où le taux de chômage est supérieur de 3,5 points depuis le début de l'année. Aux pertes d'emplois s'est ajouté l'effet de la croissance de la population active.

Malgré les nombreux nouveaux emplois en Ontario, la vive croissance de la population active a fait augmenter le taux de chômage de 0,5 point, portant celui-ci à 6,0 %.

### Taux de chômage : Novembre 2000



Source : Statistique Canada



**Scène canadienne**

*Variables financières*

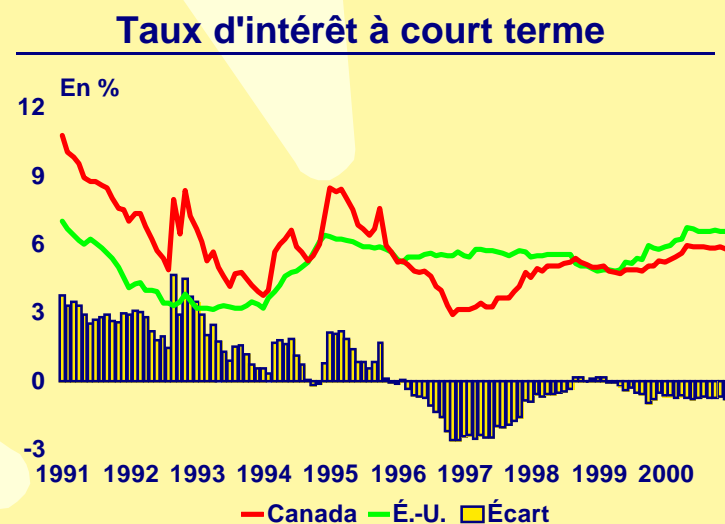
## **Les taux à court terme fléchissent au début de décembre...**

La Banque du Canada a relevé son taux d'escompte pour la dernière fois en mai.

- Les taux d'intérêt à court terme, déterminés par le marché, ont très peu fluctué par la suite, mais ils ont soudainement baissé à la fin de novembre, les données indiquant de plus en plus un ralentissement marqué aux États-Unis.

Dans ce contexte, la Banque du Canada a annoncé, le 5 décembre, qu'elle maintenait son taux d'escompte à 6,0 %. Faisant remarquer la robustesse de la demande intérieure, la Banque a fait savoir qu'elle restait à l'affût du moindre signe indiquant une répercussion de la hausse des cours de l'énergie sur les autres secteurs de l'économie.

L'écart entre les taux canadiens et américains est resté relativement stable depuis l'été, les taux courts canadiens clôturant à 78 points de base sous les taux américains, le 6 décembre.



Dernières données du graphique : le 6 décembre 2000

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

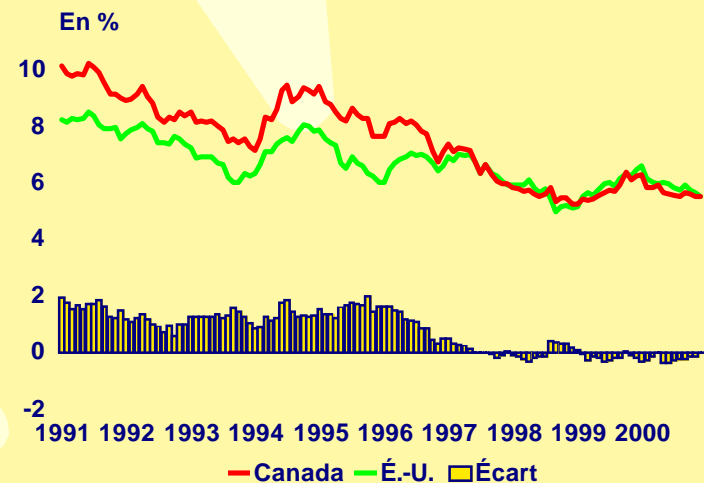
## **...et les taux à long terme diminuent légèrement**

Tout au long de l'année, les rendements des obligations à long terme en Amérique du Nord ont suivi une trajectoire descendante. Les pressions inflationnistes ont été contenues malgré la forte croissance enregistrée au début de 2000, et les récentes données indiquant un ralentissement aux États-Unis ont eu pour effet de modérer les attentes en matière d'inflation.

- Les graves pertes observées sur les marchés boursiers nord-américains et la diminution de l'offre d'obligations gouvernementales ont contribué à faire baisser les taux à long terme.

Depuis septembre, les taux à long terme baissent légèrement plus vite aux États-Unis. L'écart entre les taux à long terme canadiens et américains, qui avait atteint un sommet de 40 points de base en mai, était complètement disparu le 6 décembre.

### Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 6 décembre 2000

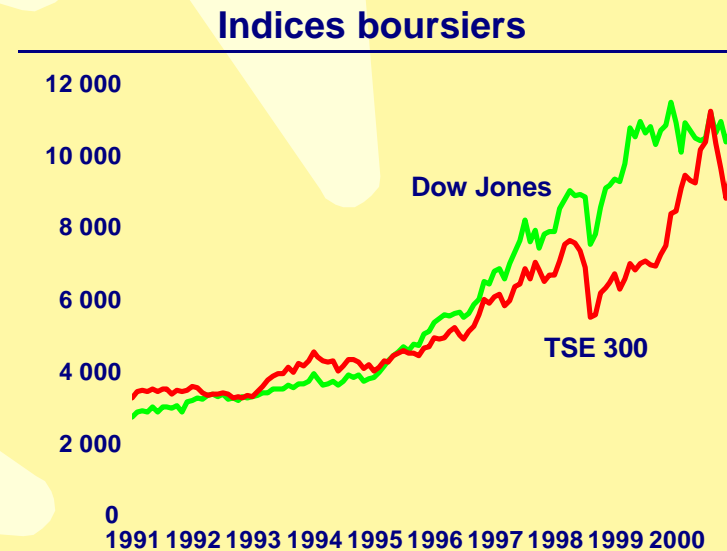
Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

## ***Les marchés boursiers accusent des pertes...***

Les cours des actions canadiennes ont progressé vigoureusement en 1999 et durant les huit premiers mois de 2000, mais ils reculent sensiblement depuis septembre.

Le TSE 300 a perdu 23 % de sa valeur en septembre, octobre et novembre, en raison notamment des perspectives de bénéfices moins favorables pour certaines industries clés de haute technologie et de la baisse des prix des produits de base non énergétiques.

Malgré ces pertes, au 8 décembre, le TSE 300 était en hausse de 13,6 % par rapport à l'année précédente. À titre de comparaison, le Dow Jones aux États-Unis avait perdu 6,5 %.



Dernières données du graphique : le 8 décembre 2000

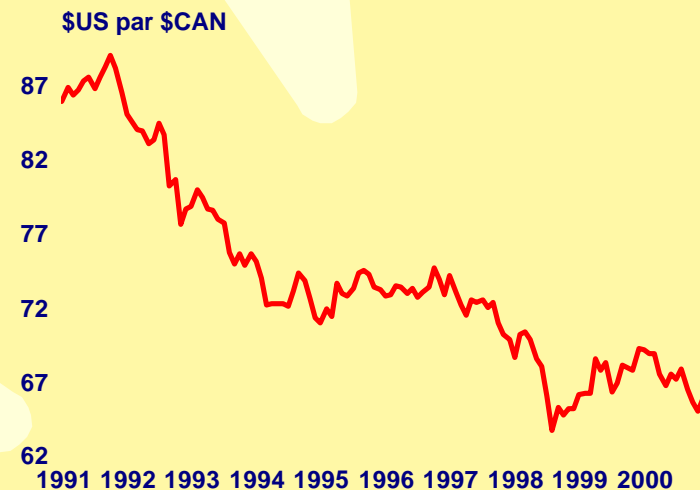
Source : Statistique Canada

## **...et le dollar canadien chute au niveau plancher des deux dernières années avant de se redresser**

Pendant presque toute l'année, le dollar canadien a dû lutter contre la devise américaine. Cette situation est attribuable, en grande partie, à la vigueur du dollar américain sur les marchés mondiaux, qui a profité de la popularité des avoirs libellés en dollars américains. Le dollar canadien s'est apprécié par rapport aux autres grandes devises, y compris le yen et l'euro.

- Le dollar s'est replié pour se situer à 64,17 cents US le 17 novembre, soit son niveau le plus bas en plus de deux ans. Le fait que la Réserve fédérale ait tout d'abord décidé de ne pas réduire les taux américains est un facteur important, mais la faiblesse des prix des produits de base non énergétiques en est également un autre.
- Par la suite, le dollar a repris un peu du terrain perdu, terminant novembre au-dessus des 65 cents US et s'approchant des 66 cents, le 8 décembre. Ce qui a favorisé le dollar canadien, ce sont les données montrant que l'économie canadienne continue sa vive croissance en dépit du ralentissement de l'activité aux États-Unis.

### **Taux de change Canada-É.-U.**



Dernières données du graphique : le 8 décembre 2000

Source : Banque du Canada



**Scène canadienne**

*Finances publiques*

## **Le budget fédéral n'est toujours pas déficitaire**

Le gouvernement a dégagé un troisième excédent de suite en 1999-2000 (12,3 milliards de dollars). Un budget excédentaire pour trois années d'affilée ne s'était pas vu depuis 1951-1952.

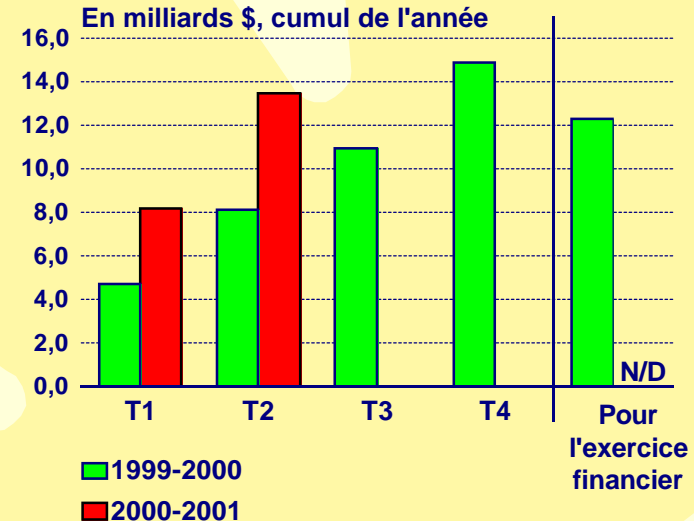
- Ainsi, le ratio de la dette nette au PIB est passé à 58,9 %, comparativement au sommet atteint en 1995-1996 (71,2 %).

Pour le premier semestre de l'exercice 2000-2001, l'excédent du gouvernement fédéral s'est élevé à 13,5 milliards de dollars, par rapport à 8,1 milliards l'an dernier.

- Le ministère des Finances prévoit que, cette année, le gouvernement pourra consacrer au moins 10 milliards de dollars au remboursement de la dette.

À l'instar du gouvernement fédéral, huit provinces prévoient avoir un budget équilibré ou excédentaire pour l'exercice 2000-2001.

### **Solde budgétaire fédéral**



Source : Ministère des Finances (Canada)





**Scène canadienne**

***Compétitivité***

## Le fléchissement des coûts unitaires de main-d'œuvre...

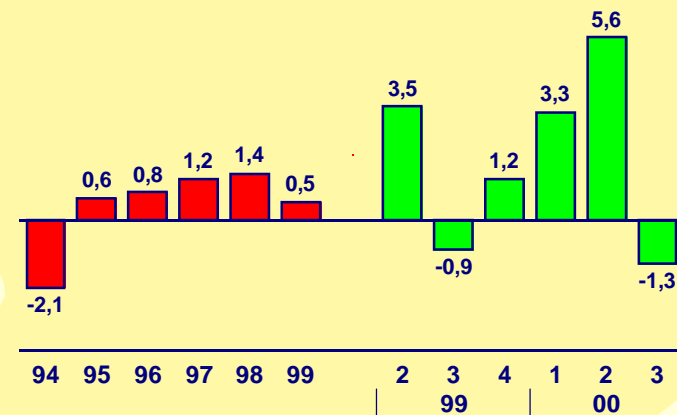
Au troisième trimestre de 2000, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont baissé pour la première fois en quatre trimestres (-1,3 %, taux annuel).

- La production totale s'est accrue de 4,8 % (taux annuel), ce qui est supérieur à la croissance de 3,4 % de la masse salariale totale.

Au premier semestre, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont été gonflés par les pressions salariales liées aux paiements versés par le gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale et à d'autres facteurs inhabituels.

### Croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre

Variation en %, TAD



Source : Calcul d'Industrie Canada

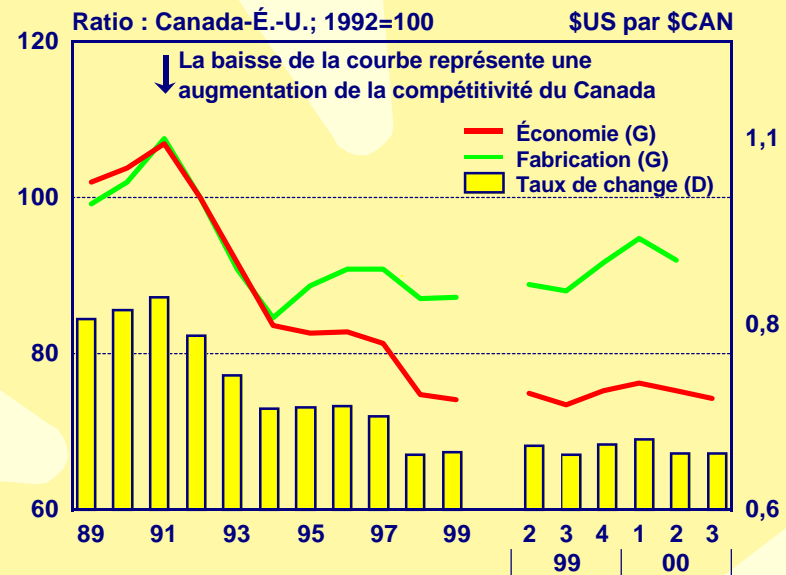
## **...contribue à améliorer la position concurrentielle du Canada**

Au troisième trimestre, la position concurrentielle des fabricants canadiens s'est améliorée.

À l'échelle de l'économie et selon une devise commune, les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada ont baissé de 1,2 % par rapport à ceux observés aux États-Unis.

- Le dollar canadien s'est légèrement déprécié comparativement au dollar américain, ce qui a favorisé la compétitivité des entreprises canadiennes.
- Toutefois, le fait le plus marquant au troisième trimestre, c'est la **combinaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre plus élevés aux États-Unis et de la diminution des coûts au Canada.**

### Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre



Nota : Les données trimestrielles (T3-2000) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.

Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada



**Scène canadienne**

***Comptes internationaux***

## ***Au troisième trimestre, l'excédent au compte courant reste stable...***

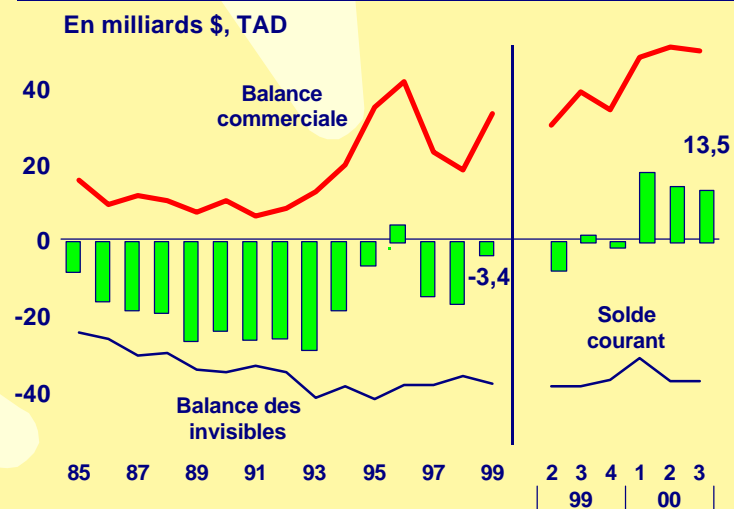
Au troisième trimestre de 2000, l'excédent au compte courant du Canada s'établit à 13,5 milliards de dollars (taux annuel).

- L'excédent cumulé des trois premiers trimestres de l'année s'élève à 11,6 milliards de dollars, soit plus du double de l'ancien excédent annuel le plus important, enregistré en 1996, soit 4,6 milliards.

Du côté du compte capital et du compte financier, les investissements canadiens directs à l'étranger ont atteint un creux qui ne s'était pas vu depuis plus de quatre ans. Toutefois, les Canadiens ont continué d'acquérir des actions et des obligations étrangères.

Les investissements directs de l'étranger ont conservé leur vigueur, principalement en raison de l'acquisition d'entreprises existantes au Canada.

### **Solde courant et balance commerciale**



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

## ...les mouvements au sein des grandes composantes s'annulant les uns les autres

Au troisième trimestre, l'excédent au titre du commerce de marchandises s'est établi à 50,2 milliards de dollars (taux annuel), soit une légère baisse par rapport au sommet enregistré au deuxième trimestre.

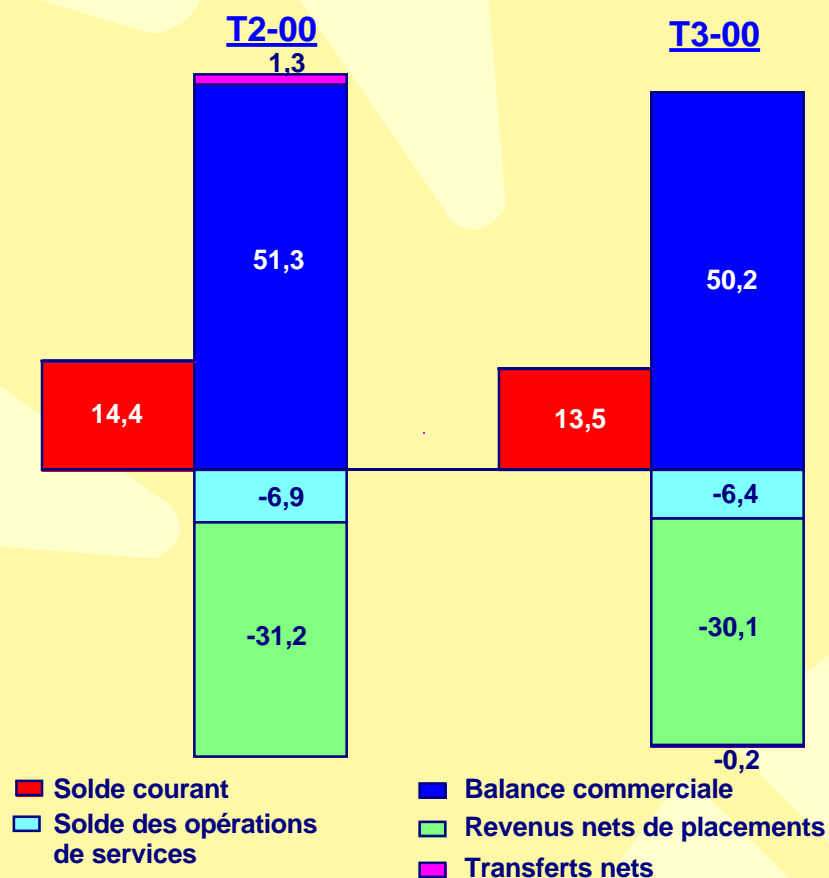
Au troisième trimestre, le déficit au titre des revenus de placements s'est amenuisé, témoignant ainsi de la baisse des montants d'intérêt versés aux non-résidents.

Le solde des opérations de services s'est également amélioré, des déficits plus faibles étant enregistrés aux chapitres des services commerciaux et des voyages.

Les transferts courants, composante relativement petite du compte courant, sont passés d'une situation excédentaire à une situation déficitaire au cours du trimestre.

### Principales composantes du compte courant

En milliards \$, TAD



Source : Statistique Canada

## ***Le renchérissement de l'énergie gonfle la valeur des exportations...***

Au cours des trois premiers trimestres de 2000, les exportations de marchandises se sont élevées à 307,7 milliards de dollars, soit une hausse de 15,6 % par rapport à la même période l'an dernier.

- Cela s'explique en grande partie par l'accroissement des ventes aux États-Unis, même si les exportations destinées aux autres grands marchés ont, elles aussi, progressé rapidement.

La valeur des exportations de produits énergétiques a été gonflée par la hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel. La forte demande internationale d'équipement de télécommunication a stimulé les exportations de M&M.

### **Exportations de marchandises, depuis le début de l'année**

	Janv.-sept./00 En milliards \$	Variation en %, Janv.-sept./99 - Janv.-sept./00
<b>Total</b>	<b>307,7</b>	<b>15,6</b>
<b>Par partenaire commercial</b>		
É.-U.	264,3	15,6
Japon	7,4	6,2
UE	15,7	17,0
Tous les autres	20,4	18,1
<b>Par principal produit</b>		
Produits agricoles et de la pêche	20,6	8,4
Produits énergétiques	35,9	70,3
Produits de la forêt	31,3	8,1
Produits et matériaux industriels	48,1	13,6
Machines et matériel	77,4	22,5
Produits de l'automobile	72,4	1,8
Autres biens de consommation	10,8	7,1

Source : Statistique Canada

## ...ce qui mène à un accroissement important de l'excédent commercial

Durant les trois premiers trimestres de 2000, les importations de marchandises ont augmenté de 12,2 %.

- Comme dans le cas des exportations, les prix plus élevés ont considérablement fait augmenter la valeur des importations de produits énergétiques. Les importations de M&M ont aussi progressé, témoignant de la vigueur des investissements canadiens.

Depuis le début de l'année, l'excédent du Canada au titre du commerce de marchandises est monté en flèche, sous l'effet de l'amélioration marquée des termes de l'échange du Canada. En dollars constants, l'excédent a, en réalité, fléchi.

- Le renchérissement de l'énergie a fait augmenter les prix des exportations, alors que la baisse des prix du matériel de haute technologie a fait reculer les prix des importations.
- Les produits énergétiques représentent environ 70 % de l'augmentation de l'excédent commercial du Canada, enregistrée depuis le début de l'année.

### Importations de marchandises, depuis le début de l'année

	Janv.-sept./00 En milliards \$	Variation en %, Janv.-sept./99 - Janv.-sept./00
<b>Total</b>	270,5	12,2
<b>Par partenaire commercial</b>		
É.-U.	199,5	7,9
Japon	8,7	13,4
UE	24,7	19,5
Tous les autres	37,5	34,9
<b>Par principal produit</b>		
Produits agricoles et de la pêche	13,7	4,3
Produits énergétiques	13,2	82,4
Produits de la forêt	2,3	12,5
Produits et matériaux industriels	52,6	15,3
Machines et matériel	90,9	13,7
Produits de l'automobile	58,5	3,5
Autres biens de consommation	29,5	7,8

### Balance par partenaire commercial, depuis le début de l'année

	Janv.-sept./00 En milliards \$	Variation (en milliards \$) Janv.-sept./99 - Janv.-sept./00
<b>Total</b>	37,3	12,2
É.-U.	64,8	21,2
Japon	-1,4	-0,6
UE	-9,0	-1,8
Tous les autres	-17,1	-6,6

Source : Statistique Canada





# **Scène canadienne**

***Aperçu de la situation des  
secteurs***

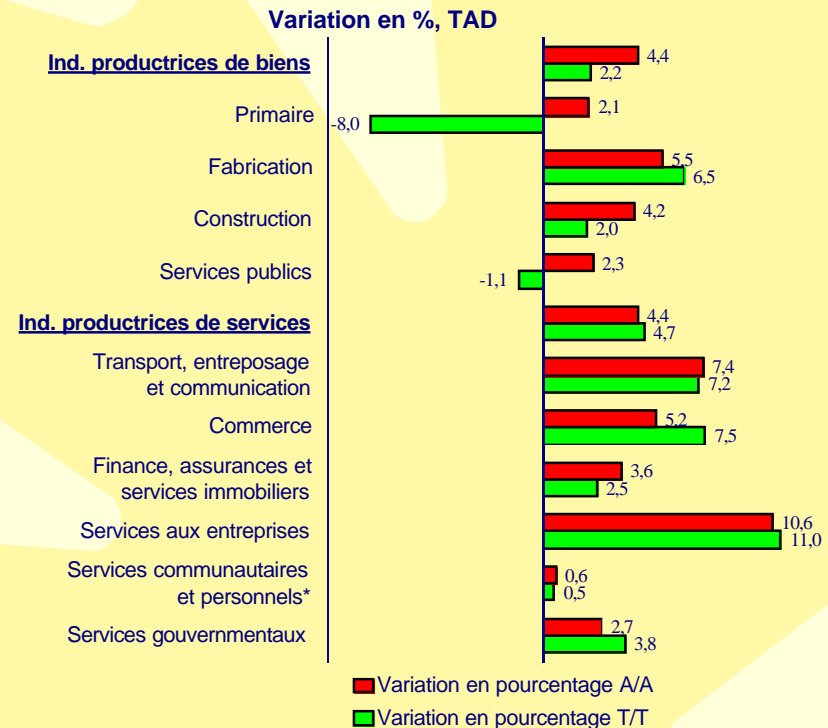
## Au troisième trimestre, les industries de haute technologie sont le moteur de croissance de la production...

Au troisième trimestre, les gains observés au chapitre de la production ont, encore une fois, été le fait de la forte demande de matériel et de services de haute technologie.

Dans les industries productrices de biens, la production a augmenté de 2,2 % (taux annuel), sous l'impulsion des gains réalisés par les fabricants de produits électriques et électroniques, d'aéronefs, de véhicules automobiles et de produits de papier. Un ralentissement de l'activité dans la plupart des industries primaires a, en partie, annulé ces gains.

Au troisième trimestre, les industries de services ont amélioré leur production de 4,7 %, grâce aux avances des industries des télécommunications et des services aux entreprises (en particulier les services de conseils en informatique, de génie et de publicité).

### Croissance du PIB réel par industrie : T3-2000



Source : Statistique Canada

\*Enseignement, santé et services sociaux

## ...mais le taux d'utilisation de la capacité industrielle régresse...

Les reculs notés dans les industries autres que manufacturières ont mis fin à une suite de sept augmentations trimestrielles du taux d'utilisation de la capacité industrielle. Au troisième trimestre, le taux d'utilisation de la capacité s'est établi à 86,9 %, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

- Une surcapacité de production et un ralentissement de la croissance de la production (imputable à un repli des exportations) ont mené à une baisse du taux global.

Dans le secteur manufacturier, la moitié des groupes industriels ont subi des baisses. Néanmoins, l'utilisation de la capacité s'est accrue de 87,5 % dans l'ensemble, sommet des 25 dernières années, à la faveur des augmentations importantes enregistrées par les industries du matériel de transport et des produits électriques et électroniques.

Dans les industries autres que manufacturières, la faiblesse de la production s'est traduite par une diminution importante de l'utilisation de la capacité des industries de la foresterie et de l'exploitation forestière ainsi que de l'extraction minière.

### Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau	Variation (en %)		Moyenne sur 10 ans
	(en %) T3-2000	T/T	A/A	
Total - Production de biens non agricoles	86,9	-0,1	1,5	81,5
Exploit. forest. et serv. forestiers	90,2	-2,5	0,7	80,5
Mines et carrières	90,9	-1,8	11,3	84,1
Exploit. - pétrole brut et gaz naturel	68,8	-1,6	-0,2	79,6
Fabrication	87,5	0,4	0,9	81,0
Fabrication de biens durables	90,5	0,5	1,9	80,2
Bois	83,9	-3,6	-7,1	84,0
Produits en métal de prem. transf.	89,7	-1,8	-1,3	88,3
Produits de fabrication métalliques	84,0	-1,1	0,5	77,0
Matériel de transport	94,0	2,2	0,1	81,2
Produits électriques et électroniques	103,4	2,9	15,1	78,6
Fabrication de biens non durables	83,2	0,0	-0,7	81,9
Produits alimentaires	80,7	-1,1	-0,4	80,1
Prod. en plastique	81,5	-0,7	-5,5	79,3
Papier et produits connexes	95,9	1,1	3,1	88,8
Imprimerie et édition	83,9	-0,8	0,1	79,7
Produits chimiques	76,4	0,3	-3,2	83,4
Construction	91,6	-0,1	2,3	83,0
Électricité et gaz	88,5	-0,3	1,0	82,8
Énergie	78,7	-0,8	0,0	81,5
Total - sauf Énergie	88,5	0,0	1,7	81,5

Source : Statistique Canada

## ...et les bénéfiques stagnent

Au troisième trimestre, les bénéfiques d'exploitation des entreprises n'ont augmenté que de 0,1 %.

- Même s'ils n'ont pratiquement pas changé au cours du trimestre, les bénéfiques sont supérieurs de 15,7 % à ceux de l'an dernier.

La flambée des prix du pétrole et du gaz naturel a gonflé les bénéfiques des industries des combustibles minéraux. Dans le secteur manufacturier, la demande soutenue a stimulé les bénéfiques des industries de produits électriques et électroniques, alors que la faible demande et les prix réduits ont eu pour effet d'atténuer les bénéfiques des industries du bois et du papier.

Les bénéfiques de l'industrie de la finance ont régressé pour un deuxième trimestre de suite. Les institutions financières avec dépôt ont déclaré des gains, tandis que les industries de fonds et autres instruments financiers ont vu leurs bénéfiques fléchir pour une deuxième fois d'affilée, en dépit du sommet enregistré au premier trimestre.

## Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T3-2000 (M\$)	Différence		
		T2-00-T3-00 (M\$)	T3-99-T3-00 (En %)	
Total - Ensemble des industries	52 553	54	0,1	15,7
Total - Non financier	37 158	699	1,9	14,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	485	-37	-7,1	-2,0
Combustibles minéraux	4 605	384	9,1	80,5
Mines, sauf combustibles minéraux	780	-141	-15,3	188,9
Services publics	440	-10	-2,2	-49,4
Construction	1 208	-21	-1,7	103,0
Industries manufacturières	14 562	113	0,8	17,4
Commerce de gros	2 649	146	5,8	2,1
Commerce de détail	2 445	81	3,4	-18,8
Transport et entreposage	1 094	148	15,6	95,0
Ind. de l'information et ind. culturelle	1 804	237	15,1	-8,5
Imm., location et location à bail	1 451	-44	-2,9	-21,9
Services professionnels et scientifiques	548	-47	-7,9	36,3
Gestion de sociétés	2 767	-361	-11,5	-0,0
Autres services aux entreprises	123	26	26,8	46,4
Services d'enseignement	72	21	41,2	-46,3
Soins de santé et assistance sociale	325	21	6,9	-9,7
Arts, spectacles et loisirs	84	11	15,1	52,7
Hébergement et restauration	772	-1	-0,1	-7,1
Autres services	945	175	22,7	51,4
Total - Finance et assurances	15 395	-645	-4,0	18,5
Intermédiation fin. (avec dépôt)	4 221	630	17,5	18,0
Intermédiation fin. (sans dépôt)	641	-290	-31,1	-1,4
Assureurs	997	-228	-18,6	-10,8
Fonds et autres instruments fin.	7 265	-575	-7,3	16,7
Autres intermédiaires financiers	2 272	-180	-7,3	59,4

Source : Statistique Canada

## Le secteur des services est en tête de file au chapitre de l'emploi...

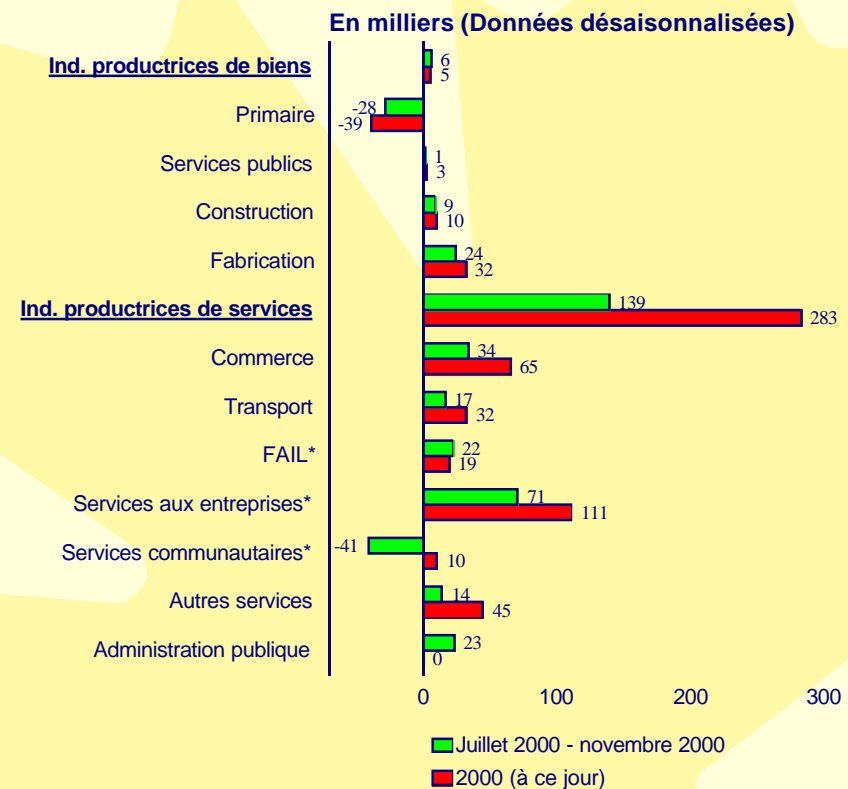
Cette année, le secteur des services est le principal moteur de croissance de l'emploi. En effet, on y compte 139 000 emplois de plus depuis juin, ce qui porte à 283 000 le nombre total de nouveaux emplois à ce jour.

- Les gains les plus importants ont été réalisés par les services aux entreprises de haute technologie. Le repli de l'emploi dans les services communautaires reflète les pertes subies par les soins de santé et l'assistance sociale.

Malgré une forte croissance de la production, les industries productrices de biens connaissent une faible croissance de l'emploi depuis le début de 2000.

- Les pertes subies par les industries primaires (surtout l'agriculture) ont annulé les minces gains enregistrés par les industries manufacturières et celle de la construction.

### Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

\*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail  
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques  
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

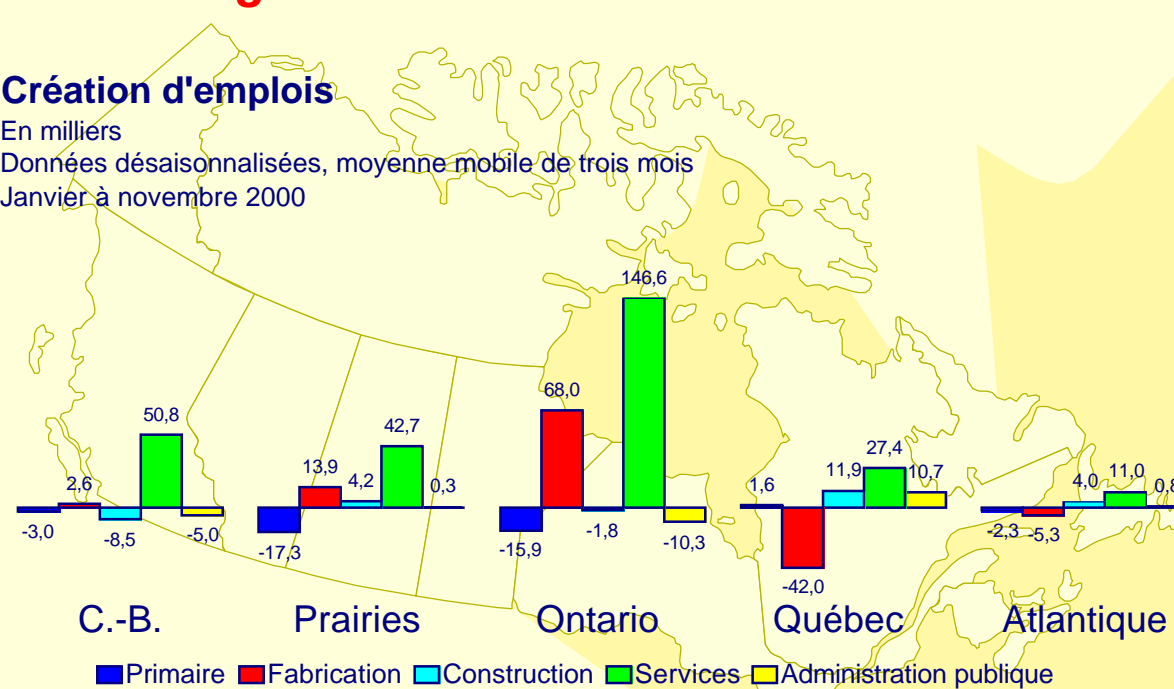
**...dans toutes les régions du Canada...**

### Création d'emplois

En milliers

Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois

Janvier à novembre 2000



Cette année, la croissance de l'emploi dans les industries de services a été considérablement forte dans toutes les régions, alors qu'elle a été généralement faible dans les industries primaires. Le secteur manufacturier a réduit ses effectifs au Québec et dans les provinces atlantiques, mais il a fortement contribué à la croissance globale de l'emploi en Ontario et dans les Prairies.

Le nombre d'emplois recensés dans les administrations publiques et la construction a progressé dans toutes les régions, sauf en Ontario et en Colombie-Britannique.

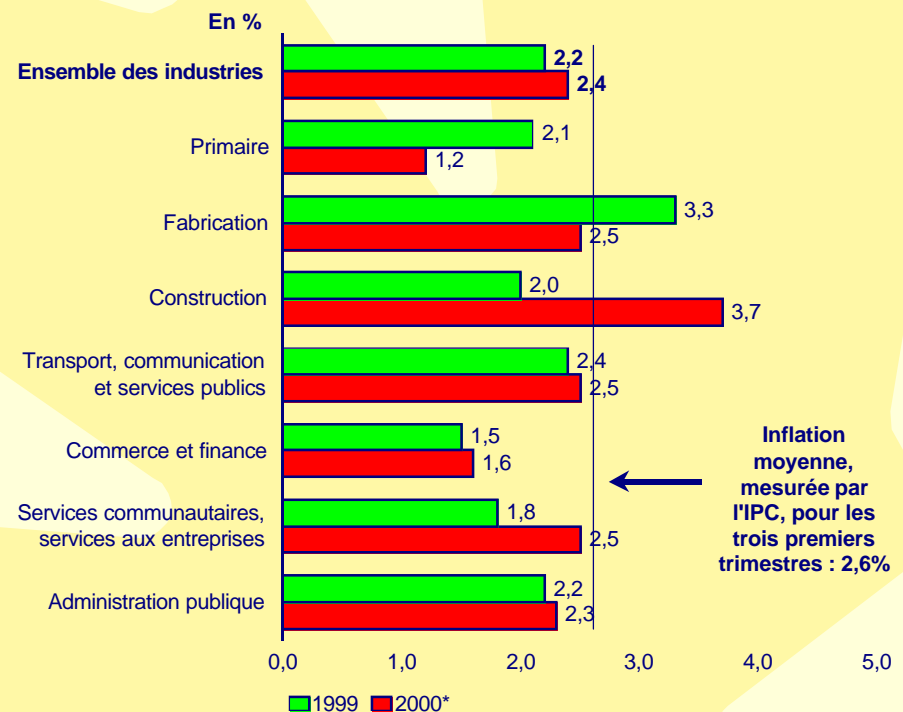
## ...alors que les règlements salariaux restent modérés

Durant les neuf premiers mois de 2000, les règlements salariaux se sont élevés en moyenne à 2,4 %, en légère hausse par rapport à 1999.

- La construction est la seule industrie où les règlements salariaux ont largement dépassé l'inflation, l'augmentation moyenne s'établissant à 3,7 %.
- Par contre, les règlements salariaux notés dans les industries primaires et manufacturières sont en baisse par rapport à l'an dernier.

Durant les neuf premiers mois de l'année, les règlements salariaux dans le secteur public ont été légèrement supérieurs (+2,4 %) à ceux du secteur privé (+2,3 %).

### Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

\*Les données de 2000 visent les ententes conclues de janvier à septembre.

Source : Développement des ressources humaines Canada

## ***Pour de plus amples renseignements***

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

***par lettre :***

**Renée St-Jacques  
Directrice générale  
Analyse de la politique micro-économique  
Industrie Canada  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5**

***par courrier***

***électronique :***

***par téléphone :***

***ou par fax :***

**St-Jacques.Renée@ic.gc.ca  
(613) 954-3487  
(613) 941-3859**

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Le *Moniteur micro-économique* présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Éric Chalifoux, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Alison McDermott et Karen Smith, sous la direction de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque, et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.